GRETA
Inscriptions au cours d'anglais à Digoin
Les cours assurés par M. Bonnet Darcy, franco-américain, ont débuté le 15 octobre au GRETA situé rue de la Plaine à Digoin jusqu'au 1er avril (2 h par semaine, sauf lors des vacances de Noël et de février). Renseignements au 03.85.53.77.13.

SANTÉ
Hôpital-Clinique : réunion à l'ARH annulée
Une réunion devait avoir lieu cet après-midi à Dijon entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation (ARH) et les différents acteurs du projet de Groupement de Coopération Sanitaire entre les deux établissements (voir ci-dessous). On a appris vendredi que la rencontre était annulée.

GRÈVE
Manifestation à Paris le 22 octobre
Pour le développement industriel et l'emploi. Bus : Gueugnon (départ 5 h place de l'église), inscriptions au 03.85.85.77.79 ou 03.85.85.32.17 ; Paray (départ 5 h rue H. Berlioz devant l'UL CGT), inscription au 03.85.57.35.15.

SANTÉ. Les médecins de l'hôpital ont rejeté le projet de groupement avec la clinique.

Mêmes joueurs jouent encore

Le feuilleton du rachat de la clinique a connu un tournant décisif vendredi. Les médecins de l'hôpital ont refusé les conditions du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS). Le compte à rebours pour la survie de la clinique est lancé.

À l'image de Baptiste de Souza, personnels et syndicats ont exprimé leurs craintes d'un groupement avec Kapa. Photo E.D.

Vendredi, 12 h 30, c'est la cohue dans le hall de l'hôpital des Charmes. Blouses blanches sur le dos, les infirmières ont quitté leur service pour se joindre aux étudiants, militants et personnels de l'établissement. Plus de 300 personnes sont présentes. La colère gronde. « On va s'inviter à la commission médicale » lance Baptiste de Souza, délégué CGT. Le cortège prend lentement la direction de la salle où sont réunis les médecins de l'hôpital. Ce sont eux qui ont entre leurs mains les destinées de l'hôpital public. Dans quelques minutes, ils vont procéder à un vote déterminant. La commission doit se positionner sur le projet d'accord-cadre nécessaire à la mise en œuvre du GCS. Objectif avoué des manifestants : faire pression sur les praticiens.

« Si on est là aujourd'hui, c'est qu'on est très inquiets lance une infirmière de chirurgie. On fait partie du public mais demain ? ». Assis autour d'une grande table, les médecins écoutent. « On se pose énormément de questions sur la véracité des promesses faites par le groupe Kapa Santé lâche Odile Giroldi, délégué CFDT. On ne dit pas qu'on ne veut pas travailler avec le privé, mais pas à n'importe quel prix ». Le micro passe de main en main mais le sentiment d'inquiétude reste le même. « Je représente la population et je veux une qualité de soin qui n'est pas la même dans le privé » témoigne une femme. « Tout le monde a compris vos attentes » répond le Dr Bezin, président de la commission médicale.

Le Dr Bezin, président de la commission médicale de l'hôpital, et M. Hermann le directeur de l'établissement. Photo E.D.

Un plan B ?

Leurs revendications entendues, les manifestants quittent la salle. Le vote sera sans appel. Seize voix contre l'accord-cadre et cinq pour. La mobilisation semble avoir porté ses fruits. « Ca montre que les médecins partagent nos inquiétudes se félicite Odile Giroldi. Mais restons prudents quand même ». Pour le Dr Pisker, cardiologue, c'est le groupe privé qui pose problème. « On n'a rien contre un groupement avec la clinique mais c'est Kapa qu'on ne sent pas. On n'a pas confiance en eux, c'est tout ». Un vote qui semble sceller la création du GCS, dans ses conditions actuelles en tout cas. « Même si l'avis de la commission était seulement consultatif, on ne peut aller à l'encontre des médecins » expliquait à l'issue du vote M. Nesme, président du Conseil d'Administration de l'hôpital, très remonté. « J'ai toujours pensé que l'intérêt général et l'intérêt des patients l'emporteraient, je me suis trompé. Les intérêts personnels, politiques et idéologiques l'ont emporté ». Face à ce contretemps, les acteurs du dossier doivent désormais faire vite. Car si le GCS n'est pas mis en œuvre avant le 30 octobre, la clinique sera contrainte de déposer le bilan. « Nous allons essayer de trouver une ultime solution mais je suis excessivement pessimiste » concluait M. Nesme.

> « Ce n'est pas contre la clinique mais contre Kapa. On n'a pas confiance en eux. »
>
> **Dr Pisker, cardiologue à l'hôpital des Charmes**

EMMANUEL DALIGAND
edaligand@lejsl.fr

DROIT DE RÉPONSE DE JEAN-MARC NESME

Député-Maire de Paray-le-Monial et Président du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier, Jean-Marc Nesme a tenu à réagir (à noter que le vote de la commission médiale n'avait pas encore eu lieu).

« Oser dire que je brade le Centre Hospitalier est aussi stupide que mensonger de la part des élus de gauche de cantons voisins et de deux syndicats. Après avoir obtenu sa reconstruction, après avoir obtenu un pôle d'imagerie médicale moderne (scanner et IRM) et après avoir obtenu dernièrement 40 lits supplémentaires de cours séjour gériatrique et de soins de suite et de réadaptation, je me dis que les agitateurs actuels sont aveuglés par la politique politicienne ou par la jalousie à l'égard de Paray-le-Monial. Que les troublions venus de l'extérieur de Paray-le-Monial s'occupent de leurs cantons et communes avant de s'agiter sur un dossier avant tout parodien qu'ils ne connaissent pas. Qu'ils fassent avancer la reconstruction de l'IFSI par le Conseil Régional dont ils sont élus et que je demande depuis deux ans !

Le Conseil d'Administration du CH a accepté, le vendredi 9 octobre, par 11 voix contre 4 sous réserve de l'avis de la CME, la mise en œuvre d'un Groupement de Coopération Sanitaire public-privé destiné à gérer un plateau opératoire unique. C'est un projet complexe mais nécessaire pour le maintien et le développement des soins chirurgicaux. La poursuite de la guerre entre le public et le privé serait mortelle pour les deux établissements de santé. Les agitateurs actuels prennent le risque de faire échouer le projet. Dans ce cas, les soins chirurgicaux disparaîtront à court ou moyen terme et ils en porteront la responsabilité.

Je suis prêt à recevoir mes opposants pour leur expliquer les conflits d'intérêt, la complexité de ce dossier et les différentes solutions. Ils auraient dû prendre rendez-vous avant de pratiquer la désinformation et le mensonge. Il est encore temps. »

JEAN-MARC NESME